

Ar3 – Direction Réglementation et Gestion de l'Espace Public MR/ML

N°

/2025 R.A

CIRCULATION PROVISOIREMENT RETRECIE

001617

Avenue Maréchal Leclerc

PUBLIÉ LE 10 OCT. 2025

ARRÊTÉ LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU le règlement de la voirie communale en date du 27/11/2024,

VU la demande en date du 06 octobre 2025 formulée par l'entreprise CIRCET pour des travaux d' ouverture de chambre télécom en chantier mobile,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

ARRETE

ARTICLE 1 - Afin de permettre des travaux d'ouverture de chambre en chantier mobile, la circulation est provisoirement alternée par feux et/ ou manuellement (si demande de la Voirie) et rétrécie sur la chaussée et trottoir au droit du chantier sis avenue Maréchal Leclerc :

Du 16 au 24 octobre 2025 de 09h00 à 16h00

<u>ARTICLE 2</u> — Maintien de l'accès des riverains, bus, collecte des déchets, bus et véhicules d'urgences.

Limitation de la zone de travaux à 30km/h.

<u>ARTICLE 3</u> – Sous les directives des Services Techniques Municipaux, la présignalisation et la signalisation de la circulation rétrécie et alternée seront mises en place par l'entreprise CIRCET chargée de l'exécution des travaux. Avis d'information par affichage réglementaire, de la réglementation en vigueur, et du règlement de voirie.

<u>ARTICLE 4</u> – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 5 - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SALON, le P/Le Maire, Par Délégation, Michel ROUX Premier Adjoint au Maire Vice Président de la Métropole